

Pourquoi nous nous sommes engagé·es dans le débat budgétaire ?

Dans cette législature sans majorité à l'Assemblée nationale, **les 69 député·es socialistes et apparentés ont fait le choix dès l'été 2024 d'utiliser tous les moyens à leur disposition afin d'être utiles tout de suite à la vie des Français·es.** Nous revendiquons l'exercice des responsabilités à chaque changement de Premier ministre, nous légiférons dès que nous le pouvons via nos propositions de loi et nos initiatives transpartisanes, nous amendons autant que nécessaire, nous censurons à chaque fois que la situation l'exige.

Le 8 septembre, en refusant de voter la confiance à François Bayrou, nous avons fait tomber avec lui son budget et ses deux principales propositions : **la suppression de deux jours fériés et une quatrième réforme de l'assurance chômage.** Avant de nous engager dans le débat budgétaire, **nous avons exigé du nouveau Premier Ministre Sébastien Lecornu trois concessions majeures** comme preuve de sa volonté de rupture avec ses prédécesseurs, tant sur la méthode que sur le fond :

- 1. La suspension de la réforme des retraites, que nous ne pouvions pas obtenir par voie d'amendement parlementaire à cause des contraintes de procédure.** C'est à la fois une avancée sociale pour 3,5 millions de Français·es qui pourront partir plus tôt à la retraite mais aussi une première remise en cause d'un des principaux dogmes du macronisme. C'est la première victoire d'une telle ampleur du mouvement social depuis 20 ans et le combat contre le CPE ;
- 2. Un débat parlementaire respectueux et respecté avec l'engagement du Premier ministre de renoncer à l'usage de l'article 49 alinéa 3** de la Constitution, alors que l'Assemblée nationale n'a plus voté un budget depuis 2022 et que plusieurs avancées obtenues dans les débats les années précédentes ont été écrasées unilatéralement par les gouvernements successifs avec le 49.3. Ce débat parlementaire loyal permet d'ouvrir au vote des mesures de justice fiscale comme la taxe Zucman, de pouvoir d'achat, dont la hausse des salaires via la baisse de la CSG et de financement de la transition écologique ;
- 3. La confirmation de l'assouplissement de la trajectoire financière** (jusqu'à 5 % de déficit public en 2026, soit 9 milliards d'euros de marges de manoeuvre supplémentaires par rapport à la trajectoire initiale) qui permettra de corriger dans le débat parlementaire un grand nombre de mesures injustes prévues dans les versions initiales du projet de loi de finances (PLF) et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Ces concessions sont des premiers résultats de notre stratégie de rapport de force. Nous avons donc décidé de la prolonger dans le débat budgétaire. Nous assumons cette stratégie car :

- **Nous le faisons pour défendre les classes populaires et moyennes que nous représentons.** Sans les Socialistes, les ouvrier·es, les employé·es, les retraité·es, les malades auraient subi le « musée des horreurs » proposé par Sébastien Lecornu. Sans budget, les plus fragiles, notre tissu économique et nos associations subiraient le ralentissement de l'activité économique, l'arrêt des commandes publiques et du versement des subventions.
- **Nous le faisons car l'échec du débat parlementaire, c'est l'échec de la démocratie et donc la victoire de ses ennemis : l'extrême droite.** Si ceux qui gouvernent ne cèdent rien et si les opposants républicains authentiques n'obtiennent rien, les Français·es n'attendront pas seulement un changement de majorité mais un changement de régime. Si ces débats budgétaires échouent, l'avenir ne sera pas plus simple.

Quel est le bilan de ces deux premières semaines de débats budgétaires ?

Depuis deux semaines, les débats parlementaires tâtonnent, s'enlisent parfois, et les Français·es peinent à percevoir quelle sera la copie finale. Le débat est aujourd'hui parasité par :

- **L'intransigeance et la désunion du bloc macroniste, qui est dans une défense acharnée d'une politique qui a échoué,** qui a perdu dans les urnes, qui fait du soutien aux millionnaires l'alpha et l'oméga de la politique économique de la France comme on l'a vu lors des débats sur la taxe Zucman. Sa difficulté à faire des concessions à la gauche et ses votes contradictoires en son sein - c'est un socle qui n'a plus rien de commun - et avec les positions de son propre gouvernement risque de conduire le pays au blocage.
- **L'hypocrisie du Rassemblement national, qui a choisi d'être spectateur du débat car ils pensent avoir intérêt à ce que cela échoue** en votant des amendements totalement contradictoires les uns aux autres afin de rendre le budget invotable par tout le monde.
- **L'incohérence de la France insoumise, qui à coup d'alliances de circonstance et de fake news, semble n'avoir qu'une obsession : faire échec à toutes les concessions obtenues par les Socialistes au bénéfice des Français·es.**

Depuis la fin du mois d'août, **nous nous battons avec constance et des principes simples :** épargner les Français·es, qui n'ont que leur force de travail pour vivre des efforts d'économies et soutenir leur pouvoir d'achat, mettre à contribution les grandes fortunes et les hauts patrimoines qui sont depuis trop longtemps les passagers clandestins de la solidarité nationale, préparer l'avenir en protégeant nos services publics et en engageant la transition écologique.

Depuis la fin du mois d'août et notre rentrée à Blois, **grâce aux Socialistes, il n'est plus question dans le débat public d'immigration ou de sécurité mais de pouvoir d'achat, de justice fiscale et de suspension de la réforme des retraites. Nous n'avons jamais lâché ce triptyque**, nous l'avons décliné en amendements aux textes budgétaires et, grâce à notre stratégie de rapport de force, nous avons obtenu de premiers résultats depuis 15 jours.

1. Soutenir le pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes

Sur le budget de l'État, **nous avons obtenu en séance la suppression de l'année blanche sur la barème de l'impôt sur le revenu** qui se serait transformé en « année noire » pour les 200 000 Français-es de la classe moyenne qui seraient entré-es dans l'impôt.

- **Nous avons supprimé la fiscalisation des revenus des Français-es en affection longue durée (ALD)** qui mettait injustement à contribution les patients souffrant de diabète, cancer, insuffisance cardiaque, sclérose en plaques ou maladies chroniques invalidantes.
- Nous avons également obtenu la défiscalisation des pensions alimentaires et la réduction du reste à charge pour les résidents en EHPAD, **deux combats historiques des député-es Socialistes et apparentés.**

Sur le budget de la Sécurité sociale, nous avons obtenu en commission **la suppression de :**

- **L'année blanche sur les pensions de retraite et les prestations sociales ;**
- L'augmentation de la CSG sur les retraité-es et les chômeur-euses ;
- La réduction des tickets-restaurant ou chèques-vacances versés aux travailleur-euses ;
- La réduction des aides à l'embauche pour les travailleurs proches du SMIC en Outre-mer ;
- L'augmentation des cotisations sur les apprenti-es.

Au total, **ce sont 12 milliards d'efforts en moins pour les travailleur-euses, les retraité-es ou les malades avec notamment la suppression totale de l'année blanche.**

La suppression de l'année blanche était la revendication principale de l'intersyndicale.

Si nous n'étions pas les relais à l'Assemblée de leur mobilisation dans la rue, cela aurait été :

- 200 000 **ménages de la classe moyenne** qui auraient été assujettis à l'impôt sur le revenu alors qu'aujourd'hui ils n'en payent pas ;
- Un-e **retraité-e célibataire** avec une pension moyenne qui aurait subi 257 euros de perte de pouvoir d'achat en 2026 ;
- Un **couple de retraité-es** avec deux pensions au niveau du SMIC qui aurait subi 479 euros de perte de pouvoir d'achat en 2026 ;
- Un-e **allocataire du RSA** avec 2 enfants qui aurait subi 146 euros de perte de pouvoir d'achat en 2026 ;
- Un-e **allocataire de l'AAH** sans enfant qui aurait subi 130 euros de perte de pouvoir d'achat en 2026.

Nous sommes aujourd'hui mobilisé-es pour confirmer ces votes en séance publique ou nous assurer de leur maintien dans la navette parlementaire.

2. Mettre à contribution les grandes entreprises et les grandes fortunes

Sur le budget de l'État, nous avons mis de la justice fiscale en faisant à la fois contribuer :

- **Les grandes fortunes et les hauts-patrimoines pour 5,5 milliards d'euros** : création d'un nouvel ISF avec l'intégration des actifs financiers - une remise en cause d'un second totem macroniste après la réforme des retraites - pérennisation de la contribution différentielle sur les hauts revenus, plafonnement de certaines niches fiscales ...
- **Les grandes entreprises et les multinationales pour 3 milliards d'euros** : contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, taxation sur les géants du numérique (GAFAM)...

Ce sont **8,5 milliards d'euros de recettes supplémentaires sur les grandes entreprises et les grandes fortunes** dans le projet de budget actuellement, mais c'est néanmoins **seulement 4 milliards de recettes nouvelles par rapport à au projet de loi initial**.

Sur le budget de la Sécurité sociale, nous avons notamment obtenu **l'augmentation de la CSG sur les revenus du capital**, générant ainsi 2,8 milliards d'euros de recettes nouvelles pour la Sécurité sociale. Depuis 2018 et la création de la *flat tax* par Emmanuel Macron, les revenus du capital (dividendes, intérêts financiers ...) étaient moins taxés que les revenus du travail. Après la suspension de la réforme des retraites et la création d'un nouvel ISF, **les Socialistes ont fait tomber un troisième dogme** en effaçant 8 ans de macronisme en matière de fiscalité sur le capital.

Mais le chemin est encore long. **Ces recettes ne sont malheureusement pas suffisantes pour à la fois effacer le « musée des horreurs » du budget de la Sécurité sociale et de la seconde partie du budget de l'État**. Dans notre contre-budget présenté à Blois, nous estimions à 26 milliards les recettes nécessaires pour cela. **Nous sommes prêt-es à faire des compromis mais aujourd'hui nous sommes loin du compte**.

D'autant plus que des amendements de LR, votés avec le RN, contribuent chaque jour à faire perdre des recettes pour l'État et la Sécurité sociale, notamment via le dégel des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu ou la défiscalisation totale des heures supplémentaires.

3. Suspendre la réforme des retraites

Grâce à la pression des Socialistes, le Gouvernement a intégré par lettre rectificative la suspension de la réforme des retraites dans le PLFSS. Dans le détail, cet article prévoit :

- **Le gel de l'âge légal** de départ à la retraite à 62 ans et 9 mois pour les générations 1963 et 1964 et une avancée de 3 mois de l'âge légal de départ pour les générations 1965 à 1969 ;
- **Le gel de la durée d'assurance** à 170 trimestres pour la génération 1963, et une réduction d'un trimestre pour les générations 1964 et 1965.

La rédaction du Gouvernement comporte **deux problèmes** :

- Les assuré-es né-es au 1^{er} trimestre 1965 qui auraient pu partir avant le 31 décembre 2027 à 62 ans et 9 mois ne sont pas concernés (âge légal et durée d'assurance) ;
- Les assuré-es pouvant bénéficier d'un départ anticipé à la retraite (carrières longues, catégories actives et super-actives de la fonction publique) ne verraient pas leur âge légal et leur durée d'assurance suspendus.

Nous avons déposé des amendements pour corriger ces dispositions. Sous notre pression, **le Premier ministre s'est engagé à les intégrer afin que cette suspension soit totalement effective au 1^{er} janvier 2026**. Ils seront débattus lors de l'examen du budget de la Sécurité sociale en séance publique.

Après l'examen du budget de la Sécurité sociale, seront examinées les dépenses de l'État. **Cette partie du budget est également un musée des horreurs avec plus de 10 milliards d'euros de coupes budgétaires injustes.**

Le quatrième principe présenté à Blois était **la relance de l'économie française via un soutien à nos services publics et un plan d'investissement vert**. Nous mettrons en œuvre cet objectif en déposant des amendements aux différentes missions budgétaires : écologie, éducation, Outre-mer, collectivités territoriales ...

Nous défendrons également des amendements proposés par les jeunes socialistes pour protéger le pouvoir de vivre des étudiant-es : augmentation des aides personnalisées au logement (APL), maintien des APL pour les étudiant-es internationaux et création d'un complément solidarité logement étudiant (CSLE) afin de protéger les étudiant-es contre la flambée des loyers dans les villes étudiantes.

Les 69 député-es socialistes et apparentés ne sont malheureusement pas majoritaires dans l'hémicycle mais seront mobilisé-es jusqu'au bout des débats budgétaires, **maintiendront le rapport de force avec le gouvernement et la macronie afin d'arracher tout ce que nous pouvons arracher, en fidélité à nos propositions budgétaires présentées à Blois.**

Ce que nous essayons de faire est difficile mais c'est l'honneur des Socialistes de le faire. Nous sommes utiles à la vie des gens, **nous ne nous battons pas pour des postes, nous nous battons pour protéger les Françaises et les Français des efforts injustes proposés par François Bayrou puis par Sébastien Lecornu.**